

Comment la Mauritanie se préserve du terrorisme islamiste



Le président Mohamed Ould Abdel Aziz pendant une visite en 2015 de la base militaire de Le Mreye dans le désert mauritanien. - Crédits photo : © Frederic Reglain/ASK Images/© Frederic Reglain/ASK Images



Par [Thierry Portes](#)

Mis à jour le 24/07/2016 à 18h46 | Publié le 24/07/2016 à 17h18

Le pays, qui a su juguler les assauts d'Aqmi à partir de 2011, est épargné par la violence qui touche le Sahel.

Jusqu'ici tout va bien. À différence du Mali, du Niger, du Tchad et du Burkina-Faso, [ses partenaires du G5 Sahel](#), la Mauritanie demeure épargnée par les attaques djihadistes. Cela n'a pas toujours été le cas. Mais depuis 2011, le régime de [Mohamed Ould Abdel Aziz](#) est parvenu à préserver du terrorisme sahélien son pays, qui borde sur quelque 4 000 km le Sahara occidental, l'Algérie et le Mali.

Une prouesse à mettre à l'actif d'un président, ancien général arrivé au pouvoir par un coup d'État, que les Occidentaux épaulent, parce que la lutte antiterroriste prime sur toute autre considération. Au point que la seule appréhension, notamment des militaires français, serait que l'après-Aziz, constitutionnellement programmée en 2019, mette à mal l'édifice sécuritaire. «La Mauritanie est un pays stable et le pivot de toute la lutte antiterroriste dans le Sahel, et le jour où elle bascule, s'inquiète une source française, c'est la fin du G5, vu dans quel état se trouvent, pour diverses raisons, le Mali, le Tchad, le Niger et le Burkina.»

La concurrence de Daech a rapproché tous les mouvements terroristes opérant au Sahel

«On a fait ce que les autres n'ont pas fait», se plaît ainsi à constater le général Mohamed Ould Meguett, directeur de la sécurité nationale de Mauritanie. L'homme ne paraît pas travaillé par le doute. «Il n'y a pas de Mauritaniens en Syrie, à moins qu'ils n'aient été avant engagés au Mali», affirme-t-il, avant de défier «quiconque voulant montrer que des cellules terroristes existent ici».

La bonne recette contre le terrorisme, que le général partage fièrement, allierait «présence militaire sur le terrain», «lutte idéologique» et «projets de développement». Lancé en 2010, un programme de «déradicalisation», mené par des oulémas de renom, a fait sortir de prison quelque soixante salafistes repentis. À ce jour, un seul serait reparti pour le djihad. Radio Coran, qui diffuse jusqu'au Mali, continue de porter la voix de l'islam modéré. Et un contrôle plus ferme des mosquées et des madrasas a accompagné cette reprise en main idéologique. L'un des projets de développement les plus emblématiques pourrait être celui de Nbeiket-Lahwach.

Dans le Sud mauritanien, non loin de la frontière malienne, cette ville nouvelle a permis de fixer des populations autour d'infrastructures, en installant une administration et des forces de sécurité. «Cela a repoussé l'influence d'Aqmi», constate un expert, regrettant que l'exemple n'ait pas été suivi au Mali.

L'élément militaire demeure toutefois la pièce maîtresse de la recette mauritanienne contre le terrorisme. Quand il est arrivé au pouvoir, le haut gradé Aziz a subi plusieurs affronts. En 2005, Aqmi a tué ou blessé 17 militaires sur la base de Lemgheity. Cette attaque marque le début de l'offensive terroriste en Mauritanie, stoppée en 2011, après plusieurs attentats qui, s'ils n'avaient échoué, auraient pu mettre à bas le pouvoir à Nouakchott. L'opération militaire française «Serval», au Mali, en 2013, en portant un rude coup aux djihadistes, a ensuite fait baisser la pression sur la Mauritanie. Mais l'ennemi est toujours là, et se réorganise. Selon un spécialiste, «la concurrence de Daech a rapproché tous les mouvements terroristes» opérant au Sahel. Depuis six mois, Aqmi, dont le chef pour le «grand Sahara» est l'Algérien Yahya Abou al-Hammam, se coordonne avec le groupe al-Mourabitoune de [Mokhtar Belmokhtar](#). Des contacts existent aussi avec Ansar Dine, dirigé par [Iyad Ag Ghali](#), lequel entretient des relations avec le Front de libération du Macina, un groupe terroriste constitué de Peuls, dirigé par le prédicateur Hamadoun Koufa. «Chaque groupe a une zone où il est plus ou moins leader et s'entend avec les autres en fonction des actions à monter», explique le journaliste Mohamed Aboul Maali.

Trafiquants et djihadistes sont par ailleurs liés par une autre forme d'association. «Aqmi, selon Aboul Maali, ferme les yeux sur le passage des contrebandiers, en échange d'armes, de médicaments et d'informations sur les mouvements de troupes ou la présence d'Occidentaux. Aqmi peut aussi utiliser ces trafiquants pour les enlèvements.» Au vrai, les frontières entre trafiquants et terroristes sont poreuses, le partage des tâches évolutif, comme les liens de subordination unissant les uns aux autres.

«On échange des chameaux contre du haschich, cela se négocie avec l'armée marocaine»

L'un des trafics les plus lucratifs, passant par la Mauritanie, est celui de la résine de cannabis, dont l'argent irrigue l'Azawad, au Nord Mali. Récoltée dans le rif marocain, la drogue file vers le sud du pays, gagne le Sahara occidental et, après la Mauritanie, arrive au Mali, avant d'être redirigée vers d'autres pays africains. Des Sahraouis, vivant à cheval entre le Maroc et la Mauritanie, se chargent des convois. Ces nomades ont de tout temps conduit leurs immenses troupeaux de chameaux jusqu'aux pâturages du Tiris Zemmour, au nord de la Mauritanie. Les camélidés se vendant beaucoup plus cher au Maroc, l'intérêt est de sauter plusieurs frontières. «On échange des chameaux contre du haschich, cela se négocie avec l'armée marocaine», confie une source. Laquelle ajoute que «le Polisario (le mouvement indépendantiste sahraoui, NDLR) et des membres des autorités mauritaniennes sont sans doute impliqués».

Pour tenter de verrouiller sa frontière nord, l'armée mauritanienne dispose de quatre anciens forts français comme points d'appui: F'Derick, Bir Moghreïn, Ain Ben Tili et Chegga. Les Français ont un pied à Atar, plus au sud. Mais tout le dispositif, visant à contrôler la frontière malienne, s'ordonne, encore plus au sud-est, en plein désert, autour de la base mauritanienne de Lemreyye, qui dispose d'une piste d'aviation.



C'est de Lemreyye que sont coordonnés les différents GSI, ces groupements spéciaux d'intervention de plusieurs dizaines d'hommes arpentant le désert sur leurs pick-up. Lemreyye est également un point d'attache pour ces méharistes modernes. Tout le nord-est de la Mauritanie est une zone d'exclusion sous contrôle de l'armée, qui peut y faire parler ses armes. Les éventuelles cibles politiques ou économiques mauritaniennes étant concentrées à Nouakchott ou Nouadhibou, sur la côte atlantique, elles ne sont atteignables qu'en traversant à découvert ces immenses zones désertiques. Et si, en venant du Mali, l'aller est sans doute possible pour un commando terroriste, le retour paraît exclu.